



Vue d'ensemble

- Le Niger connaît actuellement ses pires inondations depuis 2020, avec l'ensemble du territoire affecté par de fortes pluies depuis juin. Ces pluies se sont intensifiées début août, affectant près de 220 000 personnes. Les régions de Maradi (centre-sud), Zinder (centre-est) et Tahoua (ouest) sont les plus impactées.
- Bien que le gouvernement ait fourni une assistance en vivres et en céréales, la réponse humanitaire demeure pour l'heure insuffisante afin de répondre aux besoins croissants, particulièrement en termes d'abris/biens non alimentaires. La ministre de l'Action humanitaire et de la gestion des catastrophes dit également craindre des pénuries d'eau potable dans les zones les plus durement touchées et la propagation de maladies telles que le paludisme, la bilharziose et le choléra.
- Ces inondations surviennent dans un contexte particulièrement difficile, alors que le Plan de Réponse Humanitaire est financé à seulement 31% et que les déplacements sans escortes militaires sont interdits dans certaines zones d'insécurité, limitant l'accès aux populations vulnérables.

Contexte

Des pluies intenses touchent le Niger depuis juin 2024, causant les pires inondations qu'aient connus le pays depuis la saison des pluies de 2020 : au 12 août, plus de 23 000 maisons s'étaient effondrées et 28 441 ménages étaient sinistrés, soit près de 220 000 personnes, selon un rapport de la Direction Générale de la Protection Civile. Les régions de Maradi (65 000 personnes affectées), de Zinder (44 000) et de Tahoua (31 000), sont les plus touchées, suivies de Tillabéri, Dosso et Diffa, et dans une moindre mesure Agadez et Niamey, qui recensent au moins quatre décès et plusieurs blessés. De nombreuses coupures d'électricité ont également eu lieu à Niamey « par mesure de sécurité » à la suite de l'inondation de postes électriques. Les dégâts sont importants sur la rive droite du fleuve Niger, où les ponts et les routes ont été fortement endommagés et les champs submergés. En outre, l'ouverture partielle des vannes du barrage Sélingué au Mali le 13 août risque d'entraîner en aval une montée significative des niveaux d'eau du fleuve Niger, déjà à une hauteur de 557 centimètres.

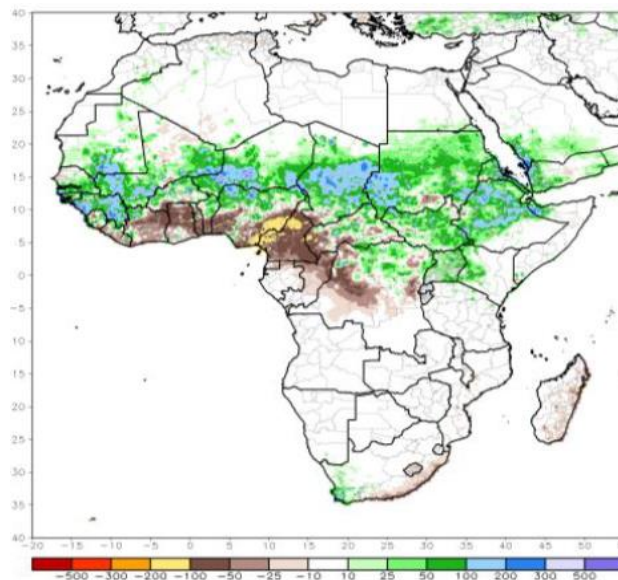


Figure 1 - Anomalies de précipitations en Afrique (mm) du 8 juillet au 6 août

Au total, 129 personnes ont perdu la vie par noyade ou dans l'effondrement de bâtiments, et 126 autres ont été blessées depuis le mois de juin. D'importants dégâts matériels et agricoles sont également à signaler, avec la destruction de près de 7 500 hectares de terres arables, de 46 salles de classe et de 685

hangars, mais aussi la mort de plus de 16 000 têtes de bétail et la perte de 17 500 tonnes de vivres. Ce bilan risque de s'alourdir en raison des inondations continues, particulièrement dans la région de Tillabéri.

Selon les prévisions, les pluies devraient s'intensifier tout au long du mois d'août, généralement le mois le plus pluvieux du pays.

Sources : [RFI](#), [TV5Monde](#), [FEWS NET](#), [OCHA](#), [Mediapart](#), DGPC

Situation humanitaire

Ces inondations aggravent une situation humanitaire déjà dégradée au Niger, où 4,5 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire en 2024 (soit 17% de la population totale) : le pays fait face à des niveaux de pauvreté extrêmes et présente un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,394, parmi les plus faibles au monde.

En réponse au coup d'Etat de juillet 2023, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait suspendu tous les liens avec le Niger, provoquant une hausse des prix des produits essentiels, des difficultés d'acheminement des intrants humanitaires ainsi que des restrictions des mouvements des acteurs humanitaires. Les financements internationaux pour l'aide humanitaire ont été considérablement réduits, impactant directement les communautés dépendantes de l'aide.

La crise politique en cours, les violences répétées des groupes armés ainsi que les chocs climatiques dans la région du Sahel, viennent ainsi exacerber les mouvements de déplacement de population. Le pays compte actuellement plus de 500 000 déplacés internes et plus de 400 000 réfugiés et demandeurs d'asile en provenance du Nigéria, du Mali et du Burkina Faso.

Suite aux inondations, la destruction de terres agricoles, la perte de têtes de bétail et de stocks, ou encore les dégâts causés aux ponts, aux routes et aux autres infrastructures risquent d'accentuer l'insécurité alimentaire en impactant négativement les moyens de subsistance et en perturbant les chaînes d'approvisionnement, alors que 21,4 millions de personnes, soit 82% de la population nigérienne, étaient en situation d'insuffisance alimentaire en décembre 2023, selon les derniers chiffres du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Plusieurs départements des régions de Tahoua et Maradi, particulièrement touchées par les inondations, sont par ailleurs déjà considérées en phase 3 de l'IPC (phase de crise).

Sources : [PAM](#), [IPC/CH](#), [UNDP](#), [TV5Monde](#), [UNHCR](#), [OCHA](#)^{1,2}, DGPC

Réponse humanitaire

Le gouvernement nigérien a fourni des céréales ainsi qu'une assistance en vivres aux ménages sinistrés par vagues successives depuis début juillet. Ainsi, 28 441 ménages sinistrés ont reçu un appui alimentaire de la part du Gouvernement. Un comité de gestion des catastrophes a également été créé pour coordonner les efforts de réponse et venir en aide aux populations affectées, mais d'importants manques subsistent dans la réponse humanitaire, particulièrement en termes d'abris/ biens non alimentaires. Plusieurs

This document can be shared externally

organisations humanitaires ont fait part de leur volonté de répondre aux inondations et notamment aux besoins en termes d'Eau/Hygiène/Assainissement (EHA), Abris/Biens non alimentaires, Education et Sécurité alimentaire dans les régions de Diffa, Tahoua, Tillabéri, Dosso, Zinder et Maradi.

Source : Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes nigérien - Cellule de Crise pour la Gestion des Inondations

Focus HI

L'équipe HI au Niger souhaite se positionner sur la réponse aux inondations via la ré-allocation de fonds déjà existants ou via une réponse Start Fund (non confirmée à ce jour).



La parole est à vous !

Contactez-nous si vous avez des questions, demandes ou commentaires.